

Enbata

Collectivité territoriale

Elections catalanes

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
29 novembre 2012
n° 2255
1,30 €



**Consensus historique
au Conseil des élus**





Catalogne : majorité souverainiste, mais...

ARTUR Mas, le leader de CiU n'a obtenu que 50 députés sur 135, au soir des élections régionales anticipées du 25 novembre. Donc loin de la majorité absolue de 68 élus qu'il espérait approcher ou obtenir. Il perd 12 sièges par rapport à 2010, soit 8% des voix. En revanche, les républicains indépendantistes d'ERC doublent leurs suffrages, avec plus de 13,5% et obtiennent 21 députés (+11). Ils deviennent ainsi la deuxième force politique du pays. Un nouveau parti indépendantiste de gauche, le CUP (Candidats d'unité populaire), fait pour la première fois son entrée au parlement catalan, avec l'élection de trois députés. Les Verts d'ICV progressent de deux points avec 13 élus (+3). Dans le camp espagnoliste, le parti socialiste chute lourdement en perdant huit députés (20 élus) et le PP augmente un peu son score en obtenant 19 élus. Enfin, les anti-catalanistes de gauche radicaux Ciudadans progressent nettement, ils doublent leur nombre de voix et triplent leur représentation, soit 13 députés. La «menace» souverainiste a amené de l'eau à leur moulin.

Artur Mas est sûr de rester au pouvoir, mais le coup de semonce est sévère. En avançant les élections, en faisant d'un prochain référendum d'autodétermination la pierre angulaire de son programme, il espérait rebondir sur une situation politique particulière: la crise économique tout d'abord, qui avive les tensions entre une Catalogne riche qui finance une Espagne pauvre, corrompue et mal gérée; un sentiment catalaniste bafoué par l'Etat espagnol depuis la mise en œuvre du nouveau statut d'autonomie qu'il n'a eu de cesse de raboter; la crise structurelle du vieux parti indépendantiste ERC qui s'est morcelé après quelques années d'exercice du pouvoir aux côtés des socialistes; la montée en puissance récente de CiU qui a réussi à conquérir Barcelone pour la première fois de son histoire en évinçant le PSOE; l'exemple des Ecossais et des Flamands qui progressent sur la voie de leur émancipation nationale; le refus brutal de Rajoy de laisser à la Catalogne la moindre marge de manœuvre fiscale face à la crise; la gigantesque Diada ou Aberri Eguna catalan

qui a drainé le 11 septembre plus de 1,5 millions de personnes dans les rues de la capitale. Artur Mas, fort de toutes ces bonnes raisons, était parvenu à convaincre au sein de sa propre formation la tendance Unio —purement autonomiste, gestionnaire et très timorée— pour radicaliser son projet dans le sens souverainiste. Il avait fait du 25 novembre un plébiscite préalable. Las, sa base sociale peine à le suivre. La fraction souverainiste de son électorat a préféré voter pour l'original (l'ERC) plutôt que pour la copie. En 2010, CiU avait effectué un véritable bond en avant. A la tête d'un parti conservateur, épris de gestion et de pragmatisme, Artur Mas a cru pouvoir le prolonger en poussant la Catalogne à s'engager dans un processus irréversible: tirer un trait sur 300 ans de domination espagnole. La voie est plus étroite aujourd'hui, mais rien n'est perdu.

Les logiques rationnelles, les calculs politiques sont une chose, ce qui se passe dans les urnes en est une autre. Artur Mas a senti le vent du boulet, il est peu ou prou comme Ibarretxe après l'échec de son plan de souveraineté association. L'heure pour CiU sera à la prudence. D'abord rassembler son parti, juguler les tensions qui ne manqueront pas de s'y produire et gouverner la Catalogne, mais avec qui? Sans doute en alliance avec son vieux frère ennemi, l'ERC. Ensemble, ils détiennent la majorité absolue. Mais tout les oppose sur le plan socio-économique. Si le contrat de mariage fait ses preuves, l'organisation d'une consultation sur la future souveraineté catalane a de sérieuses chances d'aboutir. Les partis catalanistes pro-référendum totalisent 74 députés sur 135, les espagnolistes 48, les fédéralistes d'ICV (Verts) étant un peu à part. Dès le 26, Artur Mas a fait une offre d'alliance gouvernementale, à ERC d'un côté, aux socialistes de l'autre, tout en annonçant qu'il ne renonçait pas à organiser la «consultation» promise.

Les épreuves d'Artur Mas inciteront davantage encore s'il en était besoin, le PNV à la prudence. Lâcher la proie pour l'ombre, non merci. En Catalogne comme en Pays Basque, la politique des petits pas a de beaux jours devant elle.

Ikusi, ikasi eta aitzindu !

FRANTSES eskuineko alderdi nagusiak azken aldie-tan bizi duen krisiak, bozen bidez ezin izendatuz bere lehendakaria, ikasgaiez betea da herri antolaketari buruz gogoetatzin duen ororentzat.

Batzuk diote, Giscard d'Estaing lehendakariaren ateratzek 1981 urtean «*les trente glorieuses*» delakoan bukaera politikoa markatu zuela, eta orain, beste 30 urte berantago, Sarkozy-ren ateratzek ideologia neoliberalaren hegemoniaren amaiera sinbolizatu duela, hiper presidentzialismoaren, kontra-botereen ahultzearen, eta aktore eta instituzioei buruzko nolabaiteko «*sinesmenaren*» bukaerarekin batera.

Hori argiki agertu da Estatuak 2008tik geroz krisiari aurre egiteko dituen zailtasunekin. Baita ere ekintza politikoa telesail moduan antolatzeak dakartzkien buruzagien hiperpresentziarekin. Inflazioak diruari sinesgarritasuna kentzen dion moduan, historio gehiegikeriak, kondalari politikoaren sinesgarritasuna ere suntsitzen du bukaeran.

Frantses eskuinak bi estilo ezberdinen arteko lehia zela eta bere baitako egiazko banatzea gordetu du: Tea Party giroko neo-kontserbadore ildo baztertzailaren hartzea eta burujabetzazalea den ikuspuntu «*sozial*»agoaren jorratzea.

Poderean den ezkerak aldiz, «*neo-liberalismoaren*» hiztegia eta erremedioak, hauteskunde garaian baztertuak, berriz bereganatzen ditu. Eta jakina da, «*etsaiaren hiztegia*» bere-

ganatuz geroz, laster «*haren ekintzak*» ere bereganatzen direla.

Ondorioz, hobe alderdi batek defenditzen duenarekin lotura duen hiztegia erabiltzea. Hots ezkerre eta amalurra defenditu nahi izanez geroz trantsizio eta errekonbertsio-zaleen hiztegia erabiltzea eta ez burtsazaleena!

Iparraldearen kasuan, herri antolakuntzaren arloan abertzale ezkeriarren aldetik, Bil Gaiten desmarxta martxan hasi da. Alde batetik diagnostiko zabal bat ari da egiten herriz herri eta beste aldetik lehen bilkura tematikoak hasi dira antolatzen proiektu politikoa lantzeko. Helburua da 2014eko herriko etxeetako hauteskundetarako prest izaitzea!

Hainbat etapa izanen dira anartean, hala nola 2013ko apirilaren 6an iraganen diren Herriko Etxeetako hauteskundeeri buruzko jardunaldiak. Ideia da Iparraldearentzat programa orokor baten plantan emaita lan talde ezberdinek ingurumenaren, etxebizitzaren, lanaren, etab. arloetan eginen dituzten proposamenekin.

Dudarik gabe, lan hori baliosa izanen da 2014an herri eta herri elkargo mailan herritarrek ukanen dituzten egiazko erronken eta hautuen aintzintatzeko. Ber maneran, Euskal Herriaren geroarentzat eta herritarren onerako proposamen politikoaren artean argiki erakutsiko du zein diren maitsu eta gogoetatuak, eta zein diren axalekoak.



CETTE SEMAINE

TARTARO

S'EST ÉTONNÉ

L'Eusko et l'alternative pour favoriser une forme de centralisation de l'économie (I)

● Pantxo Bimboire

Ce n'est pas votre serviteur scribouillard mensuel qui niera l'importance stratégique de «faire tourner» l'euro en Iparralde. Nous le savons tous, au niveau d'une collectivité il est aussi possible d'évoquer les termes de «balance commerciale».

Que pourrions nous dire sur les flux entrants? Je me risque dans cet exercice, en essayant de citer, au passage, et, de façon délibérément non exhaustive, les flux auxquels on ne pense pas. Au niveau des salaires, par exemple, tout salaire payé par une société ayant son siège à l'extérieur, tout salaire des fonctionnaires de fonction «régaliennne»: policier, enseignant public, etc. Il faut aussi évoquer les retraites, qui participent du phénomène. Sans se cantonner dans les salaires, toute facturation faite à un touriste, à un locataire occasionnel, etc. Et bien entendu tout produit vendu à l'extérieur, ou en interne, pourvu que sa valeur ajoutée dans le territoire (c'est aussi sur ce point que l'exercice est complexe) soit la plus importante possible.

Au niveau des flux sortants? Nous pensons bien entendu tous aux impôts sur revenus, TVA, sociétés et, partiellement sur les impôts locaux (car une partie «revient» chez nous: route, RSA, aides, etc.). Il faut aussi ajouter toute les retenues sociales de tous les salaires (bien qu'une partie revienne lors des maladies, accidents et retraite). Tout achat sur produit ou facturation à une société externe. Tout ou partie d'achat de produit dont la valeur ajoutée est externe: typiquement achat d'équipement électroménager, automobile, grande partie des vêtements, sports ou non, carburants, électricité (à part les initiatives de micro-production, type microcentrale hydraulique, panneaux solaires, par exemple) pour lesquels sur 100 € d'achat, seule une infime partie des salaires d'une partie de la distribution revient au territoire. On voit par là que le champ est vaste.

On devine aussi, que la «liberté d'action» est très très faible, pour un acte d'achat territorial, car le degré du «made in Iparralde» est beaucoup plus faible par exemple que le «made in Euskadi», pour ne citer que cela, et, sans aborder, en ce qui concerne ce dernier acteur, la liberté stratégique conférée par l'autonomie conséquente de la compétence économique, enviée, et demandée, à présent par la Catalogne.

Les vitalités du territoire

Les possibilités résident principalement dans l'agroalimentaire. La vitalité, et dernièrement développée, la diversité de l'offre des produits permettent une assurance d'au moins «faire tourner une fois» l'euro. Mais pour ce secteur, tous les modes de distribution ne sont pas identiques. Dans l'ordre de décroissance de «la part de l'euro qui tourne», en haut de l'échelle, on trouve les AOC en vente directe, et, en bas, les grandes distributions qui consentent à ouvrir leurs rayons aux produits partiellement faits ici. Les Amap, Gie, et autres initiatives participent de ces principes.

Un autre type de production, participant de la vita-



lité du territoire est celle liée aux métiers du bâtiment (rénovation, construction, entretien...) avec une vraie filière organisée (écoles, IsaBTP, etc.), et, une vraie espérance pour les jeunes, cette production fixe l'euro, par ses salariés, investissements et achats (en partie...).

Quatre exemples «à la Prévert» pour retenir l'euro ici

Poussé à l'extrême, et, sans doute un peu bêtement, il vaut mieux acheter une voiture d'occasion à un ami et la faire réparer par un garagiste proche et indépendant qu'en acheter une neuve. Mais les nouvelles technicités des voitures et les bancs de contrôles contraignent les réparations à être faites par les succursalistes. Ce phénomène est aussi amplifié par la honteuse politique de la pièce détachée.

Ne faites pas ainsi pour la machine à laver, programmée pour durer le temps économique qu'il faut et dont de plus en plus de pièces détachées sont vendues en ensemble non séparable. Tout pousse à acheter neuf. Si vous êtes particulièrement sensible à l'achat territorial, vous disposez en la matière de marques et certaines chaînes de distribution sont plus proches du territoire. Mais nous sommes loin du compte.

Si vous entrez dans un restaurant, dont la part main-d'œuvre dans le prix de revient est importante, un cuisinier ou une serveuse est un emploi, intéressez-vous à ce que le restaurant fasse lui-même sa cuisine et ne soit pas un réchauffeur de plats cuisinés. La carte doit être donc simple (pas plus de 3 ou 4 possibilités par plat). Je n'évoque pas ici la grande restauration (vertueuse au sens de l'employabilité des salariés et liée aux flux entrants touristiques).

Si vous êtes maire d'une commune, tentez de gérer par la collectivité vos parkings, votre eau, mais c'est juridiquement de plus en plus complexe (à cause de l'accumulation de la réglementation) au lieu d'en confier la gestion à nos chers monstres modernes (Vinci, Veolia, etc.).

●●● que le synode de l'église anglicane rejette de justesse le droit des femmes pasteurs à devenir évêques. Toutes les occasions sont bonnes pour chercher des crosses aux femmes.

●●● que le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian inaugure une stèle qui accueillera les cendres du général tortionnaire Bigeard sur le site du Memorial des guerres en Indochine. Stèle en forme de roue ou de croix de Saint André?

●●● que Manuel Valls n'ait pas encore fait appel à la Guardia Civil pour l'aider à lutter contre les tueries en Corse. Ensemble ils pourraient pourtant agir en toute lÉGALité.

●●● pas tant que ça que le criminologue Alain Bauer, ex-monsieur Sécurité et grand pote à Sarko, occupe un bureau au ministère de l'Intérieur auprès de Valls dont le fils est son filleul. Un parrain pour lutter contre la mafia marseillaise, Valls n'a peur de rien.

●●● pas tant que ça que le tribunal administratif de Pau rejette le recours des élus basques contre Yara et le transit de nitrate d'ammonium par le port de Bayonne. Encore un transit qui risque de ne pas passer.



La réconciliation n'est pas une utopie

Au Pays Basque l'Histoire s'est accélérée elle aussi. Trois ans sans attentat mortel. Un an qu'ETA a renoncé aux armes et que la gauche abertzale a retrouvé les institutions. Le vivre ensemble est à l'ordre du jour. La réconciliation est-elle à portée de main? Anne-Marie Bordes a posé la question pour Enbata à trois témoins directs du conflit basque pour qui la réconciliation n'est pas une utopie mais reste à bâtir.

ELIZABETH II, reine d'Angleterre et Martin Mac Guinness ex-dirigeant de l'IRA échangeant une poignée de mains! Saisi le 27 juin 2012 à Belfast le cliché a fait le tour du monde au bout de 20 ans de processus de paix enclenché par la Déclaration de Downing Street de 1993 ouvrant le dialogue sous réserve de l'arrêt des violences. Au Pays Basque l'Histoire s'est accélérée elle aussi. Trois ans sans attentat mortel. Un an qu'ETA a renoncé aux armes et que la gauche abertzale a retrouvé les institutions. Le vivre ensemble est à l'ordre du jour. Le 7 août dernier Martin Garitano, député général (Bildu) du Gipuzkoa participait ainsi à l'hommage rendu à Joxemari Korta assassiné en 2000 par ETA,

à Zumaya. Première pour la gauche abertzale. En 2010 la Fondation Sabino Arana Goiri avait invité la Britannique Jo Berry, fille de l'un des députés conservateurs tués en 1984 par l'IRA à Brighton, à s'exprimer sur sa façon de concevoir la paix. Elle apparut aux côtés de Pat Magee qui avait posé la bombe mortelle. Moment de rare intensité que de les entendre s'exprimer aussi sereinement. Ils se côtoient depuis 12 ans. «*Ce n'est pas nécessairement une question de pardon*» disent-ils «*mais de compréhension mutuelle*». Aujourd'hui, les Irlandais veulent croire que leur réconciliation est à portée de main. L'est-elle ici même? Question posée à trois témoins directs du conflit basque pour qui la réconciliation n'est pas une utopie mais reste à bâtir.

Cristiane Etchalus «Le récit maintenant»

Victime de la répression franquiste dans les années 60, Cristiane Etchalus se partage entre Sao Tome aux côtés de son mari Alfonso Etxegarai ex-réfugié expulsé en 1986 par la France, et son village natal bas-navarrais



Cristiane Etchalus

Domezain. Leur vie a fait l'objet du documentaire «*Sagarren denbora*» produit par Zineb en 2010, suivi de «*Barrura begiratzeko leihoak*» donnant la parole à cinq prisonniers basques dont la projection a eu lieu à Saint-Sébastien, Bayonne et Mauléon. «*Le récit, maintenant, et l'exercice littéraire qui l'accompagne dit-elle, c'est une autre phase de la lutte, liée à la première phase qui touche à la légitimité de 50 ans de combat. Le groupe d'une quinzaine de personnes auquel j'appartiens essaie de trouver un langage pour raconter les conséquences de nos luttes, sans se livrer à la spirale action/réaction (souvent pratiquée par les médias), mais avec l'ambition de toucher le cœur des gens de façon sereine et dans les meilleures conditions d'écoute. Il ne faudrait pas attendre 50 ans pour raconter l'histoire des uns et des autres...*». A ses yeux, la question de la réconciliation doit bien sûr être posée mais elle est sans doute prématurée et en tout cas liée à «*la légitimation préalable de la résistance face à l'assimilation espagnole*».

Gorka Landaburu «On commence à

Militant de gauche, Gorka Landaburu du Cambio 16. Sous protection policière pendant il fut en 2001 victime d'un attentat d'ETA chez lui à Zarauz. «J'ai vécu deux dictatures, celles de Franco et d'ETA».

Anne-Marie Bordes: Peut-on parler de réconciliation?

Gorka Landaburu: ETA c'est fini. Mais on a perdu beaucoup de temps. Il faut regarder le futur et commencer à tourner la page de ces 30 dernières années de souffrances, d'assassinats,



Gorka Landaburu

de violence. Mais il faut d'abord la lire. La réconciliation? C'est trop tôt. Il faut digérer la fin du terrorisme, il y a beaucoup de cicatrices ouvertes de tous côtés, davantage du côté de la violence d'ETA mais pas seulement. Assassinnats, tortures... Avant d'aller vers une réconciliation qui se fera car on est un petit pays, il faut aller vers le vivre ensemble dans chaque village, chaque ville. On commence à se saluer, à se dire bonjour, mais il reste une certaine distance. Il faut avancer sans précipitation mais sans répit, lentement, sans se presser. Il est évident que depuis la mort de Franco, personne n'a un proche parent, un familial, un ami, qui n'ait été victime d'ETA ou de la répression. Moi-même j'ai un beau-frère qui a été membre d'ETA politico-militaire, qui a fait de la prison. J'ai été victime d'ETA. J'ai perdu un œil, mes mains ont été mutilées.

Anne-Marie Bordes: Comment avancer?

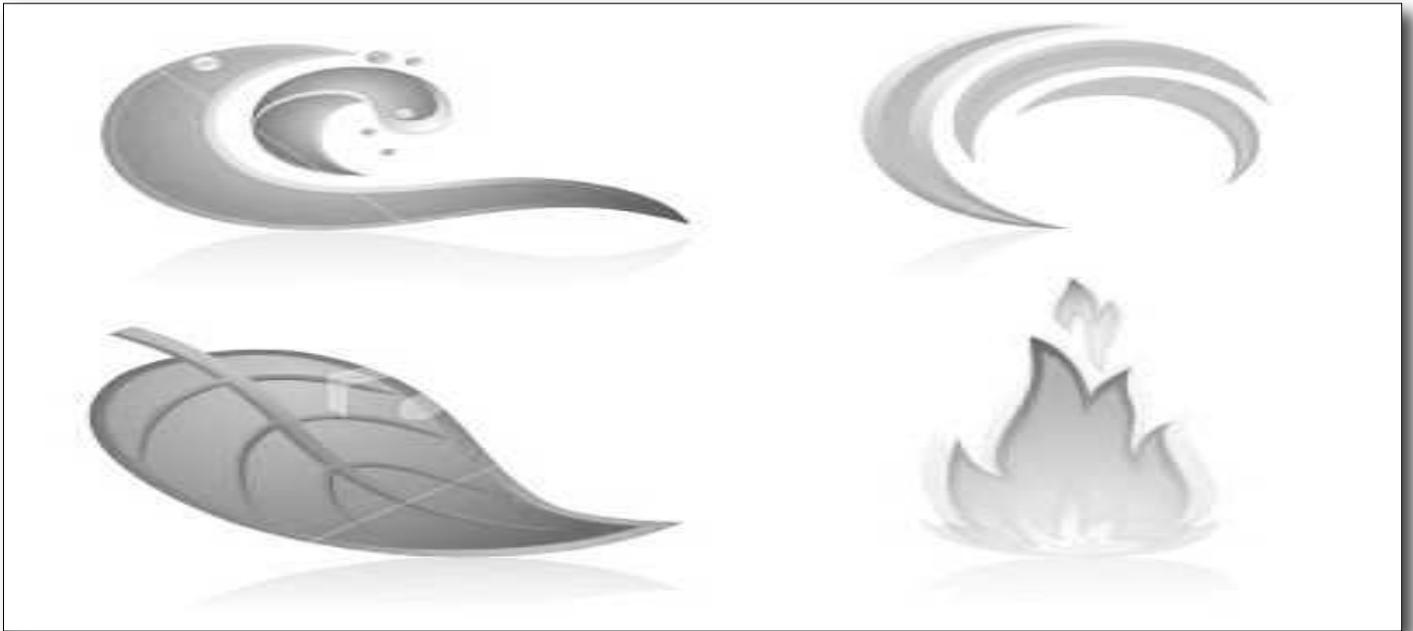
Gorka Landaburu: Je peux envisager une réconciliation à moyen terme mais d'ici là il y a des devoirs à faire. Surtout pour la gauche abertzale, qui ne doit pas se contenter de déclarations de principe. Je l'ai dit il y a 6 mois à Rufi Etxebarria qui avait manifesté le souhait de me

2012KO AZAROAREN 29AN

COMMISSION ENERGIE ATTAC TOULOUSE

La question énergétique

Un synthèse bien utile pour mieux faire face à la crise énergétique actuelle



Guy Chauveteau, ancien directeur de recherche CNRS et ancien membre du Conseil Scientifique de l'Institut Français du Pétrole donnera 3 conférences exceptionnelles en Iparralde du jeudi 29 novembre, au samedi 1^{er} décembre. Alors que le monde d'aujourd'hui doit faire face à deux crises imminentes, la crise énergétique et la crise climatique, qui vont bouleverser nos sociétés et nos modes de vie *Alda!* publie une petite synthèse sur l'énergie, de la Commission Energie d'Attac Toulouse à laquelle Guy Chauveteau appartient. Bien utile pour y voir plus clair.

I - Qu'est-ce que l'énergie?

L'énergie selon la science : L'énergie est la capacité de changer l'état de la matière, la déformer, la déplacer, modifier sa température, changer sa structure chimique et même nucléaire et d'émettre un rayonnement.

L'énergie est donc un travail disponible sur le marché, en concurrence avec le travail humain.

A noter que la matière qui constitue notre univers est issue de la perte d'une partie de l'énergie primordiale lors du Big-Bang.

L'énergie et l'individu : indispensable pour faire quoi que ce soit, pour se chauffer et se déplacer, donc pour vivre. Un bien commun de l'humanité comme l'eau, l'air...

L'énergie et la société : disposer d'énergie a toujours été une source d'inégalité entre les hommes. Les richesses accumulées dans le monde d'aujourd'hui l'ont été grâce à l'utilisation par les possédants d'énergies fossiles très bon marché.

L'énergie se conserve : Quelle que soit la source d'énergie initiale, on sait la transformer pour qu'elle soit utilisable facilement.

▼
"Gaur egungo munduak,
bi larrialdiri aurre egin behar du:
krisi energetikoari
eta krisi klimatikoari"

Mais lors de cette transformation, une partie de l'énergie initiale est dégradée sous forme de chaleur: le rendement de cette transformation est toujours inférieur à 1 et très variable. Ce rendement est mauvais ($\approx 30\%$) si on passe par une étape thermique (moteur thermique, centrale nucléaire...).

II - Les différents types d'énergie

L'énergie primaire est l'énergie totale contenue dans la source : charbon, gaz, pétrole, uranium, bois. Consommation actuelle: $12,6 \times 10^9$ Tep/an ≈ 500 Exa-Joules.

L'énergie finale est celle qui est utilisée par le consommateur : fioul, essence, électricité...L'énergie finale n'est que de $8,4 \times 10^9$ Tep au niveau mondial, soit les $2/3$ de l'énergie primaire. Cette énergie finale est fournie aujourd'hui par:

Des énergies non-renouvelables pour 87% : 85% fossiles (pétrole 34%, charbon 29%, gaz 22%) et fissiles pour 2%. La France est l'exception: 16 % de fissile

Des énergies renouvelables pour 13% : les anciennes (10 % bois-énergie et 2% hydraulique) et les nouvelles (biocarburants,

déchets urbains/agricoles, éolien, biogaz, géothermie, solaires thermique et photovoltaïque, en tout moins de 1%).

Les secteurs d'activité utilisant des sources d'énergie : résidentiel et agriculture 38%, industrie 33%, transports 26% et source de matière première 3% (pétrole).

On notera que seules les énergies fossiles, hydrauliques et le bois-énergie sont stockables facilement sans transformation préalable.

Les énergies fossiles : idéales pour l'industrie

Abondantes, concentrées, stockables, disponibles à tout instant et très bon marché : 0,1 l pétrole fournit le travail d'un homme pendant 10h pour 20 à 1000 fois moins cher ! Ce coût très faible a permis à ceux qui disposaient des capitaux nécessaires pour s'approvisionner en énergies fossiles de créer des industries et d'éliminer toute concurrence (artisans).

III - L'énergie dans le monde aujourd'hui

Le constat : grâce aux énergies fossiles, les pays industrialisés sont aujourd'hui riches et au sein de ces pays, ceux qui détiennent le capital des grandes industries sont très riches ! Mais le très faible coût de ces énergies a entraîné leur gaspillage: ceux qui ont contribué à cette énorme consommation d'énergie fossile portent la leur responsabilité de la hausse future du prix de l'énergie et du changement climatique: des dettes majeures envers les générations futures!

Une consommation très inégalitaire en tonnes de carbone rejetées (tC)

USA: 5 à 6 tC/hab, Russie, Allemagne, Royaume Uni, Italie, France: 2 à 3 tC/hab, Chine: 1 tC/hab., Afrique: 0,3 tC/hab. Et de fortes inégalités au sein de chaque pays!

Des industries énergétiques et financières qui se portent très bien :

Capitalisations boursières: Exxon et Petrochina n° 1 et 2. Dans le top 10 : 4 pétroliers. L'exemple de Total en 2010: profit 10 milliards sans impôt en France, soit de 140 000 €/salarié. Ces bénéfices n'ont évidemment pas été distribués à ceux-ci mais aux actionnaires!

Les pics du pétrole et des autres fossiles et fissiles sont à reconsidérer car l'augmentation des prix accroît les réserves! Toutes les énergies seront plus chères demain, mais ce ne sera pas la fin du pétrole !



"GIEC-ak edo Klima aldaketari buruzko gobernuarteko aditu taldeak dio klima aldaketa borrokatzeko, energia arloan, oraindik aldaketen egiteko inbertsioak, deus egiteak datozen belaunaldiei utziko dizkien kalteen gustuak baino 5 aldiz ttipiagoak izanen direla"

IV - L'avenir selon l'option Business As Usual (BAU)

Ce sera l'envolée du prix de toutes les énergies (pas de difficulté pour les riches), le changement climatique aggravé par l'exploitation des fossiles non-conventionnels et des crises géopolitiques majeures: conflits pour l'appropriation des sources d'énergies fossiles et des centaines de millions de réfugiés climatiques.

V - L'avenir selon un scénario responsable

L'accord de tous (même des décideurs si on se fie aux déclarations d'intention!) sur ce qu'il faut faire pour que le climat reste supportable.

Diviser par 4 les rejets de CO2 d'ici 2050 pour les pays de l'OCDE : une transformation en profondeur des modes de production et de consommation.

L'engagement des états est indispensable pour la mise en œuvre et l'acceptabilité des mesures nécessaires.

En plus des investissements dans les énergies renouvelables, tous les scénarios prévoient la nécessité de la sobriété énergétique en plus des efforts d'efficacité sur l'offre et la demande (Voir le Manifeste Negawatt). Tous les scénarios responsables analysés par le GIEC montrent que ne rien faire (BAU) coûterait beaucoup plus cher (un facteur 5 au moins) aux générations futures.



LA FIN DU PÉTROLE PAS CHER

3 Conférences exceptionnelles de Guy Chauveteau au Pays Basque :

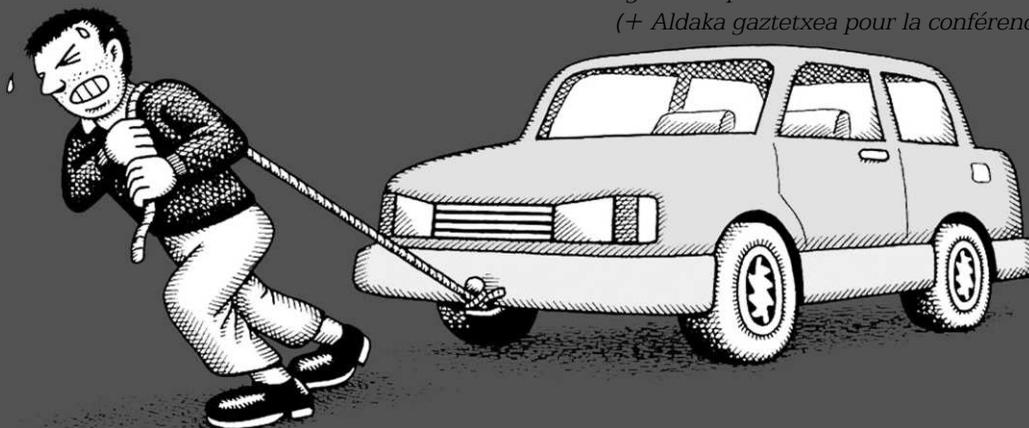
Jeu­di 29 novembre à 20h30 à Saint Jean de Luz (Grillerie de la Sardine)

Vendredi 30 novembre à 20h30 à Saint-Palais (Salle des Services Municipaux)

Samedi 1^{er} décembre à 15h00 à Bayonne (Local de la Fondation Manu Robles-Arangiz)

Conférences organisées par Bizi et la Fondation Manu Robles-Arangiz

(+ Aldaka gaztetxea pour la conférence de Saint-Palais)



Itxaropena atxiki

Gainekotx

Aurten ere sasoineko berriak beti berdintsuak dira: jende batzu nekezian bizi dira eta neguan bederen ez ditugu karrikan uzten ahal eta otordu plantako baten egiteko parada eskainiko zaie...

Bainan gero eta gehiago dira, beraz gero eta gehiago eman zazue...

Horixe da entzuten.

Bainan nork eman behar du?

Jende horiek baino pixka bat gehiago dutenek, ala beste gisa batez har daiteke arazoa?

Hogeita sei urte badu «Bihotz ostauak» sortu zirela, batzu besteeri buruzko elkartasuna bultzatuz.

Ez da dudarik, harremanak, trukaketak eta auzoaz ohartzeak, alde baikor ainitz ditu.

Alta egitura horrek ez zuen duintasunez bizitzeko ahala ematea molde iraukorrean helburu; bizkitartean irauten du eta baitezpadakoa bihurtua da.

Gisa hortako laguntza horren iraute eta ibilmolde arrunt bihurtzeak funtsezko galdera pizten du: jendarteak ote du ezin onartzeko egoera horri erantzun behar?

Ala balitzake gure aintzindarien partetik funtsezko delibero batzu hartzeko?

Erantzuna ezagutzen dugu; ez da deus aitzinatzen; ezberdintasunak emendatuz doaz, aberatsak aberatsago eta eskasean bizi denak beti ta eskas gehiago...

Partikatzea aipatzen delarik, dirudunek alde eginen dutela diote eta horrek eztabaida frango sortzen du eta errebelatzeak ere.

Neke da horren entzutea...

Bestalde diru xahutze erraldoiak gostatuko duten proiektuak atsulutuki burutu nahiz segitzen dute (autopista, aireportu...).

Askok ez dute ibilmolde hori onartzen eta kontra altxatzen dira.

Beharrik...

Bestenez ez da alda ditakeelako itxaropenik izaiten ahal.

ELEKATU / ELIKATU

www.elekatuelikatu.wordpress.com



Elekatu-Elikatu

Baionan euskarari bizitasun gehiago

Elekatu-elikatu zer da edo nondik dator?

Baionako euskaldun multzo batek abiatu ekimena da, hiri nagusi horretan euskarari bizitasun handiago baten emateko xedez, erregulariki, urtean zehar gertakari xumeak antolatzeke asmoarekin.

Ez da beraz nihon ez den ekimena, eta erran daiteke Euskal Herri osoan agertzen den gogoeta orokor baten baitan sartzen dela.

Funtsean azken hilabete hauetan, Ipar Euskal Herrian berean, Hendaian eta Alduden konparazione, gisa bereko taldeen sortzea ikusi dugu.

Euskaraz pentsatu, ekoitzi eta partekatu

Euskaraz pentsatu, ekoitzi eta partekatu mota orotako ekitaldiei leku emateko arrangura edo hobeki erranik, behar bat.

Gogoeta ez da oraingoa eta euskararen orainaz eta geroaz axola duten anitzek bertsua ere daramate azken urte hauetan. Euskararen erabilpena errekaratzen ari da eta bizi dugun gizarte diglosikoan, nagusitasuna duen hizkuntzak gaina hartzen dio ahulduenari.

Ondorioz, euskaldunek parada guti baizik ez dute beren hizkuntzan eta hizkuntzarekin bizitzeko egun guziko harat honatetan.

Ipar Euskal herrian orohar eta are gehiago Baiona Angelu Miarritzeko eremuan, biziko gora beherak erdarazkoak dira kasik den denak eta frantsesezko kultur eskaintza alimalearen erdian, euskarazkorik deus guti baizik ez da agertzen.

Euskaraz asmatu, sortu eta aipatu

Gure xedea baino gehiago, gure gogoia eta beharra, euskaldun komunitateari, euskaraz pentsatu, asmatu, sortu eta aipatu euskara hutsezko gertakarien eskaintzea da edo hauentzat baldintzen sortzea. Euskaraz hazi eta aitzinatu nahi baitugu, naturaltasun eta normaltasun osoz, edozein hizkuntza komunitateren gisan. Konbentzituak ere gara, euskarak bizi duen egoeran, honen sustatzeko molderik eraginkorrena dela, bere hizkuntzarekin eta bere hizkuntza beti gorago eramateko gogoz dabilan hizkuntz komunitate bizi batek aitzina egitea. Hizkuntza komunitatea bere hizkuntzan biziago eta hizkuntza bera azkarrago.

Euskaratik, euskaraz, euskaldunei eta euskaldun-gai guziei

Horrek pitz baitezake euskarari hurbildu nahi duen ororen baitan tirria eta ikasteko kementa. Laburbilduz: euskaratik, euskaraz, euskaldunei eta euskaldun-gai guziei. Hots, euskara hazkurri nahi dugu eta gogoak euskarazko hazkurriez bete. Elikatuz elekatu eta elekatuz elikatu. Gauden euskal-katu erratuek izan dezaten non zer jan eta edan, non zer goxa, non zer parteka eta truka. Bizi hazkurria alo!

Euskal komunitate bizi bat, besteen aberasgarri

Uste dugu ere Baiona bezalako hiri batean funtsezkoa dela arras barreiaturik dabilzan euskaldunei, mota orotako ekitaldien eskaintzea beren hizkuntzan. Baionak, euskal komunitate bizi baten beharra du, beste denen aberasgarri baizik ez bailitzateke izanen.

Gure nahia xumea da. Ez dugu euskarazko gertakariarik sortu nahi behar ekonomiko bati erantzuteko, ez dugu nahi ere ekonomiak baldintza dezan zerbaiten antolatzea. Aldi berean, nahi ororen asegarri litzatekeen eskaintza bat xutik ezarri-gogo dugu. Mintzaldi-eztabaida, liburu aurkezpen, bertso emanaldi berezi, antzerki, kantu, bisita komentatu, irakurketa... orotarik dugu, gure gogoen betetzeko zorroan.

Nahi dugu ere, moltsa orori zuzendu, ez dadin beraz ekitaldi prezioa muga bat izan edozoin nahiantentzat. Kitorik egiteak ala prezio xumean, du lehentasuna gure baitan. □

Hitz Ordua

20:30tan
Azaroren 29an
Baionako Euskal Erakustokia

TXORI MUGARIAK
Maialen Lujanbio eta Xabier Erkizia

Non hasten da iparralde bat? Bada iparraldetik areago iparralderago bat, iparreago eta iparreago, Hegoalderaino doana.

Non, nondik da Hegoalde? Politikak ezarria du, ez geografikak. Hegoaldea iparraldea ere bada. Eta iparra. Iparraldea Hegoalde ere bada. Ez da hego-iparririk nondik gabe. Eta nondik, beti da zergatik.

Txori migrarietok ere ez dakite.
Txori mugariak gara

ELEKATU
https://elekatuelikatu.wordpress.com

Sobriété, efficacité et renouvelables

Faire mieux avec moins !

Sans répercussion sur notre qualité de vie, en alliant sobriété et efficacité, il est possible d'économiser 2/3 de notre consommation d'énergie. Et le dernier tiers peut être issu des énergies renouvelables !

Sobriété

Un panneau publicitaire lumineux dans le métro consomme autant d'électricité que deux familles en un an.

On compte en installer des millions en France (*)...

S'en priver signifierait-il un retour au Moyen-Âge ?

Efficacité

Quant à l'efficacité, il est simplement question d'améliorer l'isolation des bâtiments, éteindre les veilleuses des appareils électroniques, trouver des alternatives au chauffage électrique.

Renouvelables

Les énergies renouvelables sont inépuisables, puissantes et sécurisantes !

▼

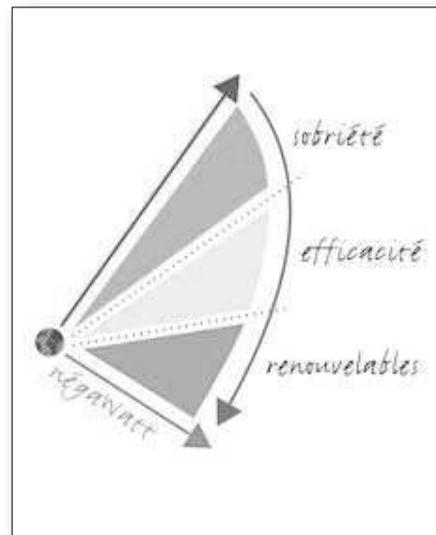
"Denen energia beharrei erantzutea, aldaketa klimatikoa borrhkatzea eta energia zikinetarik ateratzeko teknikorik posible da eta gainera baitezpadakoa da!"

La générosité de la nature associée aux technologies déjà maîtrisées permettra d'assurer un approvisionnement régulier quelle que soit la situation politique internationale.

Biomasse : toutes les matières organiques transformées en énergie soit directement (bois), soit après méthanisation (biogaz)...

Eolien : énergie tirée du vent au moyen d'un dispositif aérogénérateur.

Solaire : électricité ou énergie thermique issue du soleil et de son rayonnement.



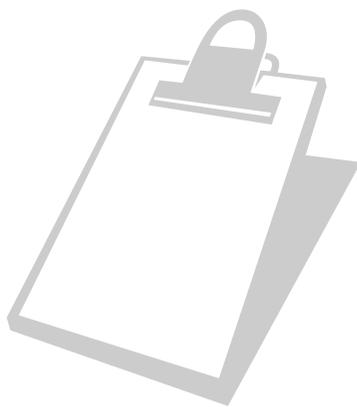
Géothermie : énergie de la Terre convertie en chaleur.

Hydro-électricité : énergie électrique obtenue par conversion de l'énergie hydraulique des flux d'eau (fleuves, rivières, chutes d'eau, courants marins...)

Energie marémotrice : issue des mouvements des marées.

(*) Source Négawatt 2006

Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

Jeudi 29 novembre 20h30
Saint Jean de Luz / Donibane Lohitzune
Grillorio de la Sardina
Azaroaren 29an arr. 8.30etan
Conférence / Mintzaldia
LA FIN DU PETROLE PAS CHER

**C'est demain et ça va bouleverser nos sociétés !
Comprendre la situation, et préparer la transition dès aujourd'hui !**
avec Guy Chauveteau
Ancien directeur de recherche CNRS,
ancien membre du Conseil Scientifique de l'Institut Français du Pétrole

Entrée gratuite / Sartzua uririk
Inscriptions et renseignements à : info@bizimugl.eu
Izen emaita eta xehetasunentzat : info@bizimugl.eu
Organisé par Bizi! Larren -ek antolatutik

bizi!

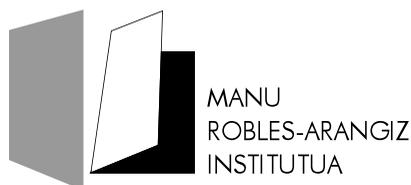
Azaroaren 30an arr. 8:30tan
Donapaleu / Saint Palais
Xorritxu Gunearen gibeloko salan (oliza gibeluan) / Salle des Services Municipaux
Vendredi 30 novembre 20h30
Mintzaldia / Conférence
LA FIN DU PETROLE PAS CHER

**C'est demain et ça va bouleverser nos sociétés !
Comprendre la situation, et préparer la transition dès aujourd'hui !**
avec Guy Chauveteau
Ancien directeur de recherche CNRS,
ancien membre du Conseil Scientifique de l'Institut Français du Pétrole

Sartzua uririk / Entrée gratuite
Izen emaita eta xehetasunentzat : info@bizimugl.eu
Inscriptions et renseignements à : info@bizimugl.eu
Organisé par Bizi!, Manu Robles-Arangiz Fundazioa
& Alda!k Gartzosoa-k antolatutik

bizi!

+ Samedi 1^{er} décembre à 15h00 à Bayonne (Local de la Fondation Manu Robles-Arangiz)



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrira
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



« Tu à se saluer »

dirige l'hebdomadaire
pendant 12 ans,
ETA à la lettre piégée,
autres dit-il,

Edurne Brouard l'Appel de Glencree

Militante de la gauche abertzale, fille du dirigeant de Herri Batasuna Santi Brouard, assassiné en 1984 par le GAL à Bilbao. Elle a participé à l'Initiative Glencree (ville irlandaise abritant un Centre pour la paix et la réconciliation) avec 24 victimes des polices espagnoles, Bataillon Basque espagnol, Commandos autonomes, GAL, ETA... Cinq ans de rencontres secrètes, jusqu'au 16 juin 2012 où Glencree se dévoilait à Saint-Sébastien.

rencontrer. « On le fera » m'a-t-il dit. La sensation que j'ai près d'un an après la fin d'ETA, c'est que la gauche abertzale veut accélérer le mouvement, surtout à l'égard des prisonniers. Selon elle Madrid n'a fait aucun geste à leur égard. Le gouvernement aurait effectivement dû supprimer la doctrine Parot, libérer des prisonniers atteints de maladies en phase terminale... De son côté la gauche abertzale s'est trompée en se livrant à un bras de fer autour de la libération de Josu Uribetxeberria. On ne doit pas oublier qu'il fut l'un des geôliers d'Ortega Lara pendant 532 jours. On peut faire pression mais on ne peut pas pour autant transformer un bourreau en victime, ce que la gauche abertzale a tendance à faire dans un souci de retour à la « virginité démocratique ». Elle doit faire son autocritique. Ce serait une grave erreur de passer l'éponge car ça ne nous permettrait pas d'affronter le futur. La gauche abertzale — Arnaldo Otegi, Joseba Permach, Rufi Etxeberria... — dont je reconnais les efforts réalisés, le fera je pense. Pour une fois dans l'histoire d'ETA, elle l'a emporté sur les militaires. Trop tard sans doute, mais elle l'a fait. Néanmoins, si ETA a perdu c'est dû à la police, à la collaboration française, à la justice et aux secteurs de la société civile basque qui ont combattu le terrorisme de façon pacifique. La vie c'est comme conduire une voiture, il faut la regarder en face, mais il faut un bon rétroviseur. Il n'y aura pas d'amnistie générale pour les prisonniers d'ETA. Ils sortiront un par un après avoir reconnu ce qu'ils ont fait. Il faudra un accord transversal, dans un pays pluriel où il faut tenir compte de cette pluralité.

Anne-Marie Bordes: Comment vous impliquez-vous ?

Gorka Landaburu: En novembre 2011 j'ai par exemple eu une discussion avec un groupe de 7 ex-etarras à la prison de Nanclares. A la fin deux d'entre eux m'ont déclaré avoir fait partie du commando qui avait décidé de mon attentat mais sans y participer directement. Ils m'ont demandé pardon. Je les ai remerciés et leur ai dit que je les aiderai dans la mesure de mes moyens. En mai 2012, j'ai été invité à animer un débat dans le cadre du congrès « Mémoire et convivance » organisé à Vitoria-Gasteiz par le gouvernement basque. Carmen Guisasola n'a malheureusement pas été autorisée à y participer par le gouvernement espagnol qui pour moi a commis une erreur. Mais nous avons pu entendre l'ex-membre des Brigades Rouges italiennes Adriana Faranda et Sergio Bazzega fils d'un policier assassiné par les Brigades qui témoignaient conjointement...

Anne-Marie Bordes: Pourquoi avoir adhéré à Glencree ?

Edurne Brouard: Cette décision fut le fruit de semaines de réflexion et d'incertitude. Participer paraissait intéressant et dans une certaine mesure bénéfique, au cas où ce serait un succès. Mais en même temps il semblait très difficile d'engager un dialogue sincère et vrai (sans qu'aucune des parties ne renonce à ses convictions les plus intimes), d'autant que pour nous ceci se présentait comme une démarche extrêmement douloureuse et peut-être, improdutive. La décision finale d'adhérer et d'essayer de mener cette expérience en dépit de la douleur et de l'incertitude, fut un exercice de responsabilité face au processus de paix et à notre histoire. Il a duré 5 ans et a été complexe en raison de tout ce qui nous sépare. Et du fait que nous sommes tous sous l'influence d'une infinité de préjugés, fruits d'années d'incompréhension et pourquoi ne pas le dire, de manipulations et d'utilisation de la douleur par certains partis et médias.

Anne-Marie Bordes: Quelle est la teneur du manifeste Glencree ?

Edurne Brouard: Glencree a été abordé à partir de postures différentes liées à notre façon de voir et comprendre le conflit, à notre idéologie (à laquelle nous ne renonçons pas) et à notre façon d'envisager la fin de la violence. Nous avons cependant tous intimement vécu les violences que notre peuple a subies et c'est pour cela que nous avons pu définir des traits communs aux personnes touchées directement ou par le biais d'un parent proche, par un événement traumatisant (assassinat, torture, menaces...), source de souffrance injuste, intentionnelle, prolongée. Nous avons connu l'oubli, la négation ou l'abandon de la part des auteurs de ces violences et un soutien social et institutionnel très différent, inégal. Nous voulons que cette réalité et notre expérience constituent une contribution positive à la société. Cette conclusion découle d'un travail interactif personnel basé sur l'écoute directe, le dialogue et la rencontre, allant au-delà de nos options idéologiques. Cette approche directe et personnelle nous permet de proclamer le caractère injuste de la violence que nous victimes avons subie, ce qui corrélativement suppose pour tous le bénéfice et le respect des mêmes droits (vérité, justice, mémoire, reconnaissance, réparation) auxquels nous prétendons de façon identique. Nous aspirons à un vivre ensemble

pacifique, respectueux, constructif, dans une société pluraliste, libre, juste. Pour cela, il faudra que tous les responsables et auteurs des préjudices causés reconnaissent et assument leurs responsabilités; il faudra des gestes. Notre expérience prouve que pour y parvenir, si la volonté existe, le dialogue entre différents est non seulement possible, mais nécessaire. Pour moi ceci est la leçon principale à tirer de Glencree.

Anne-Marie Bordes: Est-il trop tôt pour parler de « réconciliation » ?

Edurne Brouard: Je pense (ceci est une opinion personnelle) que nous sommes au début d'un processus appelé à évoluer à des rythmes différents. Il connaîtra diverses phases d'implication et d'engagement de la part des acteurs. En ce sens il est prématuré de parler de presque quoi que ce soit. Le degré d'implication de certains agents déterminants comme gouvernements et appareils d'Etats espagnol (en premier lieu) et français (impliqué dans la répression) est pratiquement nul. Il est clair que les victimes fortes de leur connaissance intime des effets de la violence politique sur notre peuple, devront contribuer à une solution définitive du conflit mais sans s'ériger en juges ou se poser en garantes d'un processus qui devra découler du débat ouvert dans la société, dans des conditions égales pour tous. Nous apporterons un point de vue différent, plus profond, imprimé par la douleur. Mais les victimes ne devront en aucun cas imposer leurs voix sur les décisions de la société basque.



Edurne Brouard



Un Conseil des élus rassemblé

Par 38 voix sur 41 élus présents, l'AG du Conseil des élus réunie samedi 24 novembre 2012 à Bayonne, a voté en faveur d'une Collectivité territoriale à statut particulier, soit un département doté de 8 compétences supplémentaires. Une quasi unanimité en forme de réponse aux oppositions ou aux reculades des ministres du gouvernement Ayrault.

Le climat s'était alourdi depuis la déclaration de la ministre de la décentralisation, Marylise Lebranchu, au Congrès des maires en réponse à Sauveur Bacho, maire d'Arberats qu'il faut ici remercier d'avoir fait tomber les masques: "Je n'ai pas de solution juridique institutionnelle à votre demande (...) je ne pense pas pouvoir créer d'échelon institutionnel pour le Pays Basque". On imagine dès lors le malaise qui préside l'ouverture de l'assemblée générale du Conseil des élus samedi dernier 24 novembre au matin. Jean-Jacques Lasserre a bien pris conscience de la nécessité d'ordonner les débats dans la plus grande sérénité possible afin d'éviter par la suite toute contestation des décisions et votes que doit émettre l'assemblée. C'est ainsi qu'à la demande écrite d'une élue socialiste il accepte de déroger à l'ordre du jour arrêté lors du Conseil d'administration du 12 novembre repris dans l'éditorial d'*Enbata* de la semaine passée. Ainsi au lieu de soumettre au vote le choix entre les diverses collectivités territoriales à statut particulier, il propose à l'assemblée de revoter sur toutes les étapes du processus de réflexion depuis une année. L'assemblée, un peu surprise, accepte cependant, partageant le même esprit de sécurisation des décisions à prendre. On débat aussi sur les votes par correspondance que les statuts de l'association ne traite pas. Pour éviter toute contestation, on refuse donc les procurations écrites de huit élus tout comme on adopte le vote public à l'appel de son nom. Un échange vif s'engage sur l'interprétation du compte rendu de la délégation du Conseil des élus le 11 octobre auprès de la ministre Lebranchu. Des élus socialistes affirment que l'hypothèse d'une collectivité infra-départementale a été évoquée. Contestation tout aussi vive de tous les autres qui rappellent que cette proposition n'a été discutée que postérieurement à l'assemblée du 22 octobre. La tension monte. Les élus socialistes demandent une suspension de séance. A la reprise, comme convenu, le Président Lasserre passe à la série de votes prenant en compte l'ensemble de la démarche.

● Premier vote:

Qui est pour le maintien du Pays? 2 voix, celles du maire d'Anglet et de son adjoint, Jean Espiondo et Guy Mondorge, qui disent ne plus participer à la suite des débats et s'en vont.

Qui est pour un syndicat mixte? 1 voix.

Qui est pour une collectivité territoriale à statut particulier? 38 voix.

● Le deuxième vote consiste à choisir quel type de collectivité territoriale:

- 1- infra-départementale,
- 2- département de droit commun,
- 3- département doté des huit compétences supplémentaires définies par les commission du Conseil des élus et du Conseil de développement,
- 4- département/région.

A l'appel de son nom, chacun de sa place fait connaître l'institution de son choix. Les propositions 1, 2 et 4 ne recueille aucune voix. La proposition 3 recueille 38 suffrages. L'assemblée est elle même surprise de son con-

"Le Conseil des élus a décidé d'aller vers les Communautés des communes d'Iparralde pour expliquer et faire partager la nécessité d'une institution propre à ce pays."

— réaffirme auprès du gouvernement, sa volonté de contribuer à toute réflexion et initiative susceptible, dans le cadre de l'acte III de la décentralisation et des lois ultérieures, de favoriser et de permettre les conditions d'une telle évolution.

— décide de faire connaître cette position auprès des institutions publiques et de la société civile."

Pour mesurer la portée de la décision historique que vient de prendre le Conseil des élus, il est bon de signaler la participation des cinq parlementaires du Pays Basque (les sénateurs Jean-Jacques Lasserre et Frédérique Espagnac - les trois députés Jean Lassale, Sylviane Alaux et Colette Capdevielle), le maire de Bayonne, les élus du MoDem, de l'UMP, un



sensus que l'on sentait monter avec émotion au fur et à mesure que s'additionnait la proposition 3.

● Un troisième vote intervient alors à main levée pour traduire dans un texte le vote précédent. Ainsi est adopté à l'unanimité:

"Le Conseil des élus du Pays Basque: — souhaite la création d'une collectivité territoriale pour le Pays Basque; à ce stade, l'hypothèse 3, d'une collectivité territoriale à statut particulier de niveau départemental dotée de compétences supplémentaires et prévoyant une instance impliquant la société civile, constitue la référence à privilégier;

communiste, les abertzale, les écolos, la présidente du Biltzar...

Le président du Conseil de développement, J-B. Etcheto tout en se réjouissant de la portée du vote des élus, à rappelé le soutien actif de la société civile (CCI, Chambre des métiers, mouvement associatif et culturel, université et syndicat de salariés).

On se sépare après avoir décidé d'aller vers les Communautés des communes d'Iparralde pour expliquer et faire partager la nécessité d'une institution propre à ce pays. De même, on étendra cet effort pédagogique aux élus du Béarn avec qui nous vivons depuis deux cents ans pour un divorce à l'amiable.



Batera se réjouit

La plateforme Batera salue le vote du Conseil des élus en faveur d'une Collectivité territoriale à statut particulier pour le Pays Basque. Ce vote est l'aboutissement d'analyses et de débats entamés il y a plus d'un an, auxquels ont participé élu(e)s, experts et acteurs divers de la société civile. Ce processus a permis de définir la meilleure option institutionnelle pour l'avenir de ce territoire.

Après le soutien des différents secteurs de Batera, du Biltzar des communes, du Conseil de développement et de la CCI, le positionnement sans appel du Conseil des élus démontre de façon éclatante pour Batera le large consensus existant parmi la société et les élu(e)s du Pays Basque en faveur de la création de la Collectivité territoriale Pays Basque. Si le gouvernement n'a pas de solution institutionnelle, le Pays Basque en a une à présenter!

La ministre Lebranchu doit maintenant tenir sa parole, à savoir entendre la position consensuelle définie et venir ici en discuter. Pour sa part, Batera avec tous les acteurs du territoire désormais unis dans une même demande, va travailler de concert pour expliquer largement à la population les enjeux de ce changement institutionnel et obtenir une réponse positive du gouvernement.

Plateforme Batera

Bayonne le 24 novembre 2012

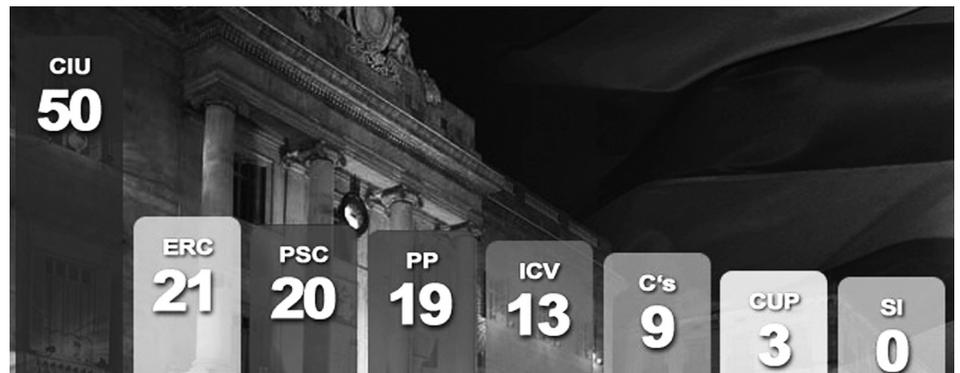
Preso

● **Confirmations.** La Cour d'appel de Paris a confirmé le 22 novembre les condamnations à vingt ans de réclusion de Mikel Albi-su "Antza" et Marixol Iparagirre "Anboto". Lors du verdict, ces deux militants considérés comme des dirigeants d'ETA, ont réaffirmé la volonté de l'organisation de respecter le cessez-le-feu définitif annoncé il y a un peu plus d'un an.

● ETA veut négocier avant dissolution.

Dans un nouveau communiqué, publié le 24 novembre par le site Internet du journal Gara, ETA appelle à une négociation. Elle parle d'un agenda à mettre en place pour discuter du sort des preso, du désarmement, de la "démilitarisation". On constate que ETA, muette sur ces points dans son communiqué initial du 20 octobre 2011, introduit progressivement la notion de régulation, puis maintenant l'agenda avec ordre du jour. Ce retour en jeu de l'organisation armée se fait alors que la société civile (Herrira, Bake Bidea) s'est déjà mobilisée pour mettre fin au conflit.

Elections catalanes



CiU, centre-droit autonomiste, es-comptait remporter la majorité absolue aux élections anticipées de dimanche dernier dans la Generalitat de Catalogne. Il n'en a rien été. Au contraire, la formation d'Artur Mas président sortant, recule de 8%. Au profit essentiellement d'Esquerra Republicana, la formation indépendantiste de gauche, qui double son pourcentage et, avec 21 élus, devient la deuxième force du Parlement. En difficulté, le Parti socialiste catalan, qui perd 4

points et 8 élus et se retrouve en troisième position au Parlement. Porosité avec la formation de gauche espagnoliste Ciutadans qui gagne 4,2% et 6 sièges?

Stabilité en revanche pour le PP (+ 1 siège) et léger progrès pour ICV (Vert) (+ 2,5% et + 3 sièges).

Au total, les formations favorables au référendum sur l'indépendance auront un siège supplémentaire (87 sur 135 au lieu de 86) dans le nouveau Parlement catalan. De quoi donner des sueurs froides à Madrid. Ou pas.

	Elections 2010		Elections 2012	
	%	Elus	%	Elus
CiU	38,4%	62	30,6%	50
PSC	18,3%	28	14,4%	20
PP	12,3%	18	12,9%	19
ICV	7,3%	10	9,8%	13
ERC	7%	10	13,6%	21
SI	3,2%	4	1,2%	0
Ciutadans	3,3%	3	7,5%	9
CUP	ne se présentait pas		3,4%	3



Oriol Junqueras, président d'Esquerra Republicana de Catalunya

Courrier

L'HISTOIRE bégaie-t-elle?

Tout à fait d'accord avec le contenu de l'éditorial du dernier numéro. Le titre: «L'histoire ne bégaie pas» pose tout de même problème. En effet, nous sommes un certain nombre d'anciens à penser qu'en ce moment, nous revoyons le même (mauvais) film qu'il y a 30 ans, joué par les mêmes acteurs socialistes sur lesquels nous avons —hier et aujourd'hui— fondé des espoirs. C'est exactement le même scénario; rappelons-nous: en janvier 1982, le niet de Gaston Defferre au département Pays Basque;

en septembre 1984, les premières extraditions de militants basques concomitantes à la nomination de Jean-Pierre Destrade comme porte-parole du Parti Socialiste. Tiens! Tiens! On se rappelle les difficultés de ce dernier à faire «avalier la pilule» comme disait Enbata à l'époque. Veut-on au Parti Socialiste aujourd'hui, faire jouer le même pitoyable rôle à la sénatrice Frédérique Espagnac dont tout le monde s'accorde à dire du bien?

Jean-Claude Larronde



Le gouvernement français a un problème

● Jakes Bortayrou

DANS le long combat pour la reconnaissance institutionnelle du Pays Basque Nord l'année 2012 restera comme celle d'un saut qualitatif avec montée en puissance du débat et basculement de la classe politique locale. Petit rappel du chemin parcouru.

28 janvier: Assemblée plénière des deux Conseils pour une mise en commun des groupes de travail réunis depuis deux mois sur la nouvelle gouvernance.

3 mars: Batera mobilise 1.200 personnes sur 7 barrages contre les blocages politiques.

8 mars: Assemblée plénière où sont présentés les travaux des experts sur les trois hypothèses de départ et le bilan des auditions de plus de 40 acteurs politiques.

5 avril: avis du Conseil de développement en faveur de la Collectivité territoriale à statut particulier.

11 mai: AG ordinaire du Conseil des élus qui acte la dernière phase du débat.

19 juillet: AG pour examiner le volet compétences et demande de rendez-vous à Lebranchu.

6 septembre: AG pour fixer la contribution aux assises territoriales et la demande présentée à Lebranchu.

13 septembre: assises territoriales où le débat est accaparé par la CT Pays Basque.

29 septembre: Batera remplit la CCI pour les Etats généraux du Pays Basque avec une déclaration solennelle en direction du gouvernement.

5 octobre: vote de la CCI en faveur d'une

collectivité à statut particulier remplaçant le département.

11 octobre: réception par Lebranchu de la délégation des élu(e)s du Pays Basque.

22 octobre: AG pour examen de la structure de la CT et de sa fiscalité.

24 novembre: vote à la quasi unanimité des présent(e)s en faveur de la CTPB.

Ce 24 novembre marque bien une étape majeure, celle où une proposition puissante et argumentée est approuvée par un large consensus regroupant des élu(e)s de tous les courants politiques. L'adhésion des socialistes présent(e)s est à souligner. Dans une position plus compliquée que celle des autres forces politiques, puisqu'au gouvernement, soumis à la pression de l'appareil palois du parti contre toute atteinte au département 64 et au coups de boutoir de Valls, leur ralliement au projet de CT Pays Basque supra-départementale issu des débats n'en a que plus de valeur. Certes des voix discordantes existent mais elles sont devenues très minoritaires et sans argument de poids. Les douches glacées n'ont servi à rien. Les hésitations de Lebranchu n'ont démobilisé personne. Bien au contraire. Certains présidents de communauté de communes souvent dubitatifs ou réservés se rallient à la proposition dont la force réside dans son caractère logique et enthousiasmant pour l'avenir du territoire.

Et maintenant? Les aboiements d'un ministre de l'Intérieur deviennent carrément contre-productifs. Balayer la question d'un

“ Ce 24 novembre marque bien une étape majeure, celle où une proposition puissante et argumentée est approuvée par un large consensus.”

revers de main n'est plus une option. Elle devra être traitée avec le sérieux qu'elle mérite. Face au travail réalisé et au large consensus, une simple fin de non-recevoir comme celles fréquemment utilisées dans le passé serait prise pour du mépris, très mal vécue et politiquement coûteuse. Après toutes ces heures de débat et les apports des experts, un statu-quo déguisé ne trompera personne. Les prétendues solutions intermédiaires n'ont pas résisté non plus à l'analyse. Plus question ici d'enfumage en prétendant séparer positions radicales ou modérées. Entre l'existant et la collectivité à statut particulier il n'y a rien. Le gouvernement a donc un problème.

Alors que le cycle législatif du fameux acte III de la décentralisation se prépare pour le printemps 2013, les priorités s'imposent d'elles-mêmes à tous les acteurs, Conseils des élus et de développement, CCI, Biltzar, plateforme Batera, désormais au coude à coude pour la défense d'un même projet: travail pédagogique d'explication auprès de la population et des élu(e)s pour un élargissement du soutien; mobilisation et bataille politique pour obtenir que Lebranchu tienne sa parole dans un premier temps, en recevant les experts et en venant ici entendre les arguments qui sous-tendent la demande de Collectivité Pays Basque et dans un deuxième temps afin qu'une réponse positive soit donnée par le gouvernement français à la demande du Pays Basque.

Notre couverture: Jean-Jacques Lasserre, président du Conseil des élus, et Frantxua Maitia à l'AG du samedi 24. Photo Le JPB.

Sur votre agenda

Azaroa:

● **Ortzeguna**
29an, ar. 8.30,
BAIONA
(Euskal
Erakustetxea).
Txori mugariak
Maialen Lujanbio
eta Xabier
Erkiziarekin.



Abendoa:

● **Larunbata 1a, PAUSU**
(Xaia). Kantu afaria.
● **Larunbata 1a,**
eguerditan, ZIBURU.
Baltzan egoitzaren ate
idekitzea eta bazkari
herrikoia.
● **Igandea 2a, ar. 4etan, ZIBURU.**
Bidaso: biga so! ikuskizuna .

La Gau Eskola de Garazi-Baigorri organise un bus pour se rendre à la Foire aux livres et aux disques de Durango, le samedi 8 décembre.

Inscriptions au 05 59 37 79 15 ou par mail: aek.garazi@gmail.com

Horaires: Saint-Palais, 8h30, (Eglise); Larceveau, 8h50, (Rond-point); Saint-Jean-Pied-de-Port, 9h10, (Jai Alai); Osses, 9h30, (Zubiondo); Cambo, 9h50, (Arnaga); Bayonne, 10h10, (Leroy Merlin); Biarritz, 10h20, (Péage); Bariatou, 10h35, (Péage).

Arrivée à la Foire de Durango: 11h45. Départ de la Foire de Durango: 19h. Tarif: 20 €. Membre AEK: 15 €. Enfants gratuit jusqu'à 12 ans.

Sommaire

● CAHIER N°1 ENBATA

La réconciliation n'est pas une utopie 4 et 9

Un Conseil des élus rassemblé 10

● **CAHIER N°2 «ALDA!»** quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0317 C 87190